

## LIBRE DÉBAT

# Sidi Saïd jette l'éponge, la FNTR durcit le ton

*Vous ne changez rien en criant ainsi, «j'ai l'habitude de travailler avec des hommes» ; «vos manières m'énervent» ; «je n'en peux plus !». C'est ainsi que s'exprimait le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le 25 octobre dernier, après avoir été malmené par des centaines de retraités venus de tous les coins d'Algérie.*

Is l'accusent de trahison et de mensonge, et lui demandent de dégager de leur instance syndicale pour laisser la place à des cadres plus intègres avec moins d'affinité avec le pouvoir. Face à ce ras-le-bol, la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), affiliée à l'UGTA, a été contrainte de réunir son bureau le même jour dans l'après-midi pour faire l'évaluation de ce rassemblement et débattre de ce qu'il en découle. Pour la FNTR, voir des retraités qui ont dépassé l'âge de 60 ans être humiliés de cette manière alors qu'ils sont censés se reposer après plusieurs années de travail est une situation inédite. D'où sa détermination de changer la manière et le ton de ses revendications. Elle constate avec regret les tergi-

versations de l'autorité autour de cette question depuis plusieurs années, et c'est sans aucun doute celles-là mêmes qui l'ont poussée à l'impatience et à la lassitude. Sinon, comment expliquer que Sidi Saïd brandisse un document qu'il déclare valider une augmentation de 40% que les retraités pourront toucher à partir de novembre ? Pourquoi le ministre en charge du dossier ne l'a pas fait ? Pourquoi d'autres responsables conditionnent cette augmentation à la réunion du Conseil des ministres ? L'a-t-on fait pour d'autres secteurs ? La FNTR est donc, à travers sa déclaration, sortie de sa réserve pour prévoir selon des sources crédibles des assemblées générales au centre, à l'est et à l'ouest du pays, juste après la



Photo : D. R.

fête de l'Aïd El-Adha, afin de généraliser ces actions à travers tout le territoire national. Elle précise par ailleurs que l'augmentation de 40% avec un effet rétroactif à partir de janvier 2010 est non négociable, indiscutable et irréversible. Maintenant que les choses prennent cette tournure, la FNTR ajoute dans sa

déclaration plusieurs points, à savoir : l'abrogation de l'article 04 de loi 93-03 qui modifie l'article 16 de loi 83-12 et le retour au droit acquis figurant dans l'authentique article 16 qui fixe la pension minimum à 100% du SNMG au lieu de 75% ; le SNMG étant le minimum vital, alors pourquoi le diminuer spé-

cialement pour cette frange de la société ? ; l'actualisation par un système de compensation des anciennes pensions de retraites attribuées avant 1996, l'abrogation pure et simple de l'article 03 de la loi 99-03 qui modifie l'article 15 de la loi 83-12 et retour au droit acquis figurant dans l'authentique article 15 fixant la majoration pour conjoint à charge à 600 fois le montant horaire du SNMG ; l'abrogation de l'article 09 de la loi 99-03 qui modifie l'article 43 de la loi 83-12 et le retour au droit acquis figurant dans l'article 19 de l'ordonnance 96-18 elle-même venue modifier la loi citée plus haut ; le relèvement du minimum des petites allocations à 5 000 DA ; la révision du seuil d'exonération de l'IRG pour les pensions de retraite ; et le remboursement par le Trésor de quelque 500 milliards de DA, dépensés par la CNR sans compensation par l'Etat, et ce, au profit des retraités sortis avant l'âge légal à la retraite. Ainsi, le manque d'anticipation des autorités risque de leur coûter beaucoup plus cher qu'il est prévu. La détermination des retraités est inébranlable.

**Rabah Reghis,**  
consultant chercheur

## POINT DE VUE

## Démission de la FNTR

En date du 27 octobre 2011, M. Benmoumène Mohamed, retraité et fidèle lecteur du *Soir d'Algérie* a adressé une correspondance au directeur de l'agence CNR de la wilaya de Aïn-Defla, où tout en lui faisant part de sa démission de la FNTR, il lui demande d'arrêter la ponction de 10 DA par mois sur sa pension de retraite, ponction qui avait été décidée, il y a quelques années, d'un commun accord entre la FNTR et la CNR, pour tous les retraités adhérents de la FNTR. Ce montant correspond aux cotisations mensuelles des adhérents de la FNTR, à charge pour la CNR de reverser à la FNTR la totalité de ces ponctions. Nous reproduisons ci-dessous le courrier de ce lecteur.

«A l'instar des mes compatriotes retraités, j'ai été très déçu des résultats de la dernière tripartite qualifiée de montagne qui a accouché d'une souris vu les promesses portées noir sur blanc dans la résolution générale adoptée par le 5<sup>e</sup> congrès fédéral du 30 et 31 mai 2010 de Sidi-Fredj, publiée dans le numéro spécial de mai-juin 2010 du journal *Le retraité algérien* et diffusée aussi sur des CD. En effet, toutes les revendications des retraités ont été tout simplement évacuées de la tripartite comme si de rien n'était et renvoyées devant une

commission ad hoc à réunir ultérieurement, ce qui prouve donc que les Sidi Saïd et consorts de l'UGTA et de la FNTR ne sont que de simples organisations qui jouent toujours en faveur du pouvoir, donc qui ne décident en rien et ne font que meubler le décor d'une salle feutrée et arrangée en la circonstance. Pour preuve, malgré les insistances répétées des appels des retraités à protester, la FNTR n'a même pas pu organiser une seule journée de protestation pacifique à travers le territoire national devant les agences CNR pour une meilleure prise en charge des revendications des retraités. C'est pourquoi j'ai le regret de vous annoncer ma démission de la FNTR à compter de ce jour et de ce fait, je vous serai gré de bien vouloir arrêter la ponction automatique mensuelle de 10 DA de ma pension de retraite servant de cotisation pour le compte de la FNTR affiliée à l'UGTA et ce, à compter du mois de novembre 2011.»

**M. Benmoumène Med B/Abdellah**

**N° de pension: B2Z 815 478**

**Copie à M. le secrétaire de la FNTR de la wilaya de Aïn-Defla, à M. le secrétaire général de la FNTR, Alger**

## Pour les retraités d'Oran, il ne faut pas oublier de réparer les injustices créées par la mauvaise application de la loi actualisant les pensions

Lors de leur manifestation à Oran le 25 octobre dernier, les retraités ont demandé de ne pas «oublier de réparer les injustices créées par la mauvaise application de la loi actualisant les pensions».

Si les augmentations des pensions de retraite, dont notamment celle de 40% que se propose de défendre le SG de l'UGTA auprès du gouvernement, suscitent l'adhésion de l'ensemble des retraités, les plus anciens d'entre eux déclarent également l'apprécier «mais à sa juste valeur». Selon eux, «si les réclamations pour de plus importantes revalorisations des pensions sont légitimes et se passent de commentaires, tous les feux braqués sur ce seul aspect comportent le risque d'occulter les choses en donnant le sentiment que les problèmes des retraités se résument à ces augmentations». En vérité, poursuivent-ils, «le risque est grand pour que les autres revendications, plus légitimes encore, soient pas-

sées sous silence, comme la question de l'actualisation des pensions de retraite, instituée par la loi 83-12 du 02 juillet 1983, que nous cessons de réclamer». En effet, ce texte de loi stipule en son article 43 que «les pensions liquidées ou à liquider doivent suivre l'évolution du point indiciaire des travailleurs en activité». Et de poursuivre que «cette loi a fini par être appliquée à partir de 2003, mais de façon injuste, car n'ont été concernées que les retraites liquidées à partir de 1996, excluant ainsi de fait tous les retraités partis avant cette date et qui n'ont pas bénéficié de la nécessité de l'alignement de leurs pensions sur l'évolution du point indiciaire des travailleurs en activité. Nous ne comprenons pas pourquoi et nous ne cessons de nous interroger sur ses tenants et aboutissants de cette affaire». Ils soulignent que «la catégorie de retraités qui a bénéficié de l'application de la loi en question se trouve

être celle qui est la plus jeune et la mieux payée (les niveaux des pensions étant plus élevés), alors que celle de retraités partis avant 1996 est celle des plus anciens et des moins payés». Et de citer à titre d'exemple que des femmes de ménage sorties après 96 ont une meilleure pension qu'un cadre supérieur sorti en 94. «Cela fait maintenant 8 ans, depuis le début d'application de façon discriminatoire de l'article 43 de la loi 82-12, et combien d'entre nous sont morts sans avoir pu profiter de tous leurs droits, pourtant prescrits par la législation du pays pour cause d'un régime de retraite on ne peut plus inique. Figurez-vous que dans notre cas, on a beau être cadre d'entreprise ou même directeur, le montant de notre pension n'égale pas celui d'un planton ou d'une femme de ménage partie à la retraite plus récemment», s'indigne un ancien cadre retraité.